

Jean-Paul Huchon : il aurait fallu donner sans attendre un signal favorable à la poursuite du projet du Grand Paris Express

06.10.2012

(AFP) - Jean-Paul Huchon, président PS de l'Ile-de-France, se dit confiant dans l'avenir du projet de supermétro autour de Paris, jugeant « inimaginable » qu'il ne voie pas le jour. Interrogé par le Journal du Dimanche sur l'absence, dans le projet de budget pour 2013, d'une ligne de 1 milliard d'euros dévolus à ce métro automatique, M. Huchon répond : « Je ne suis pas inquiet. Le président de la République s'est clairement prononcé en faveur du Grand Paris Express. Et la ministre Cécile Duflot défend désormais ce dossier sans ambiguïté ».

« Cependant, je suis mécontent », nuance-t-il. « Même si je ne doute pas que les financements seront finalement au rendez-vous, je pense qu'il aurait fallu donner sans attendre un signal favorable à la poursuite du projet ».

Le supermétro est-il aux oubliettes ?

« C'est inimaginable, car il est fondamental pour notre avenir. J'y mettrai toutes mes forces, je ne lâcherai rien ! Je considère même que ce projet - conclu avec le gouvernement précédent après une longue bataille - est l'une des choses les plus importantes que j'ai faites depuis que je suis président de la Région », rétorque celui qui a pris en 1998 les rênes de la région capitale.

« Ce futur réseau de transports permettra à des millions de personnes de se déplacer sans passer par Paris. [Les voyageurs gagneront une demi-heure à trois quarts d'heure sur leurs trajets quotidiens](#) », plaide-t-il.

« Si on raisonne en termes de croissance, d'emploi, de développement économique, le gouvernement a tout intérêt à concrétiser ce formidable chantier. Il le fera. Pas la peine de lancer une pétition », déclare Jean-Paul Huchon.

L'UMP a lancé mercredi une pétition « contre l'abandon du projet de Grand Paris » et a demandé, s'il se confirmait, que soient rendus aux entreprises franciliennes « 311 millions d'euros prélevés chaque année pour financer » les nouveaux transports.

De plus, interrogé par le Journal du Dimanche à paraître le 7 octobre sur une candidature en 2015 - nouveau calendrier électoral souhaité par le président François Hollande - le responsable socialiste répond : « La question ne se pose pas aujourd'hui. Mais je sais que je veux absolument mettre le Grand Paris sur les rails. Je souhaite aussi m'impliquer fortement dans le pilotage de la banque d'investissement régionale ».

Business Immo

« Le cafouillage permanent qui entoure depuis une semaine la gestion de ce dossier [Grand Paris Express] essentiel pour l'avenir des Franciliens », Valérie Pécresse, élue UMP de la région Ile-de-France

06.10.2012

© JACQUES DEMARTHON AFP

Dans un communiqué, Valérie Pécresse a dénoncé, à la suite de la publication inopinée d'un déroulé des travaux du futur métro Grand Paris Express, « le cafouillage permanent qui entoure depuis une semaine la gestion de ce dossier essentiel pour l'avenir des Franciliens », qui « démontre que personne ne veut prendre la responsabilité, ni au gouvernement, ni à la Région, d'annoncer que ce projet est enterré ».

Cécile Duflot a « infirmé » à l'AFP cet ordre de réalisation, le qualifiant de « réflexions à voix haute dans un cadre universitaire ».

Déjà aux prises avec l'inquiétude des élus de tous bords et l'offensive de la droite sur le financement de ce gigantesque projet d'aménagement après la non inscription d'un milliard d'euros attendu dans le projet de loi de finances pour 2013, Mme Duflot a tenu « à rassurer pleinement » élus et acteurs de sa « détermination ».

« Ni le tracé, ni l'implantation des gares, n'ont vocation à être modifiés mais il faut valider le budget qui a été visiblement sous évalué (par le gouvernement précédent, ndlr) et travailler sur l'ordre de priorité ainsi que la réalisation du projet lui-même », a déclaré la ministre à l'AFP, soulignant « [piloter ce dossier en lien avec le Premier ministre](#) ».

La ministre écologiste a rappelé qu'elle attendait le rapport de la mission Auzannet pour « la fin du mois », et que « d'ici la fin de l'année, début 2013, les choses seront tout à fait calées ».

« Il n'y a aucun séquençage secret. Les réflexions portent aujourd'hui encore sur une dizaine de scénarii envisageables », a affirmé Mme Duflot. « En revanche les critères de priorités restent les mêmes qu'annoncés en juin : nombre d'habitants concernés, volonté de désenclavement des territoires ».

(Avec l'AFP).

Business immo